

PRODUITS DE BASE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MONDIALES ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES POUR LES PMA :

CAS DU BURUNDI

Jean NDIMUBANDI, PhD

Université du Burundi



PLAN DE L'EXPOSE

1. Le Pays: Vue d'ensemble
2. Caractéristiques économiques
3. Evolutions macro-structurelles
4. Possibilités de diversification des exportations
5. Conclusions
6. Recommandations





Le Pays: Vue d'ensemble

- Petit pays enclavé (27.834 km²)
- Environ 2,35 millions d'hectares potentiellement exploitables
- Pression démographique (densité élevée)



Caractéristiques économiques

- Le Burundi dépend fortement de l'aide étrangère
- les sources de financement des principaux bailleurs se répartissent comme suit:
 - le groupe UE/FED/STABEX (17%),
 - la Banque Mondiale (15%),
 - le groupe BAD/FAD (8%), et
 - la Belgique (5%).

Caractéristiques économiques - 2

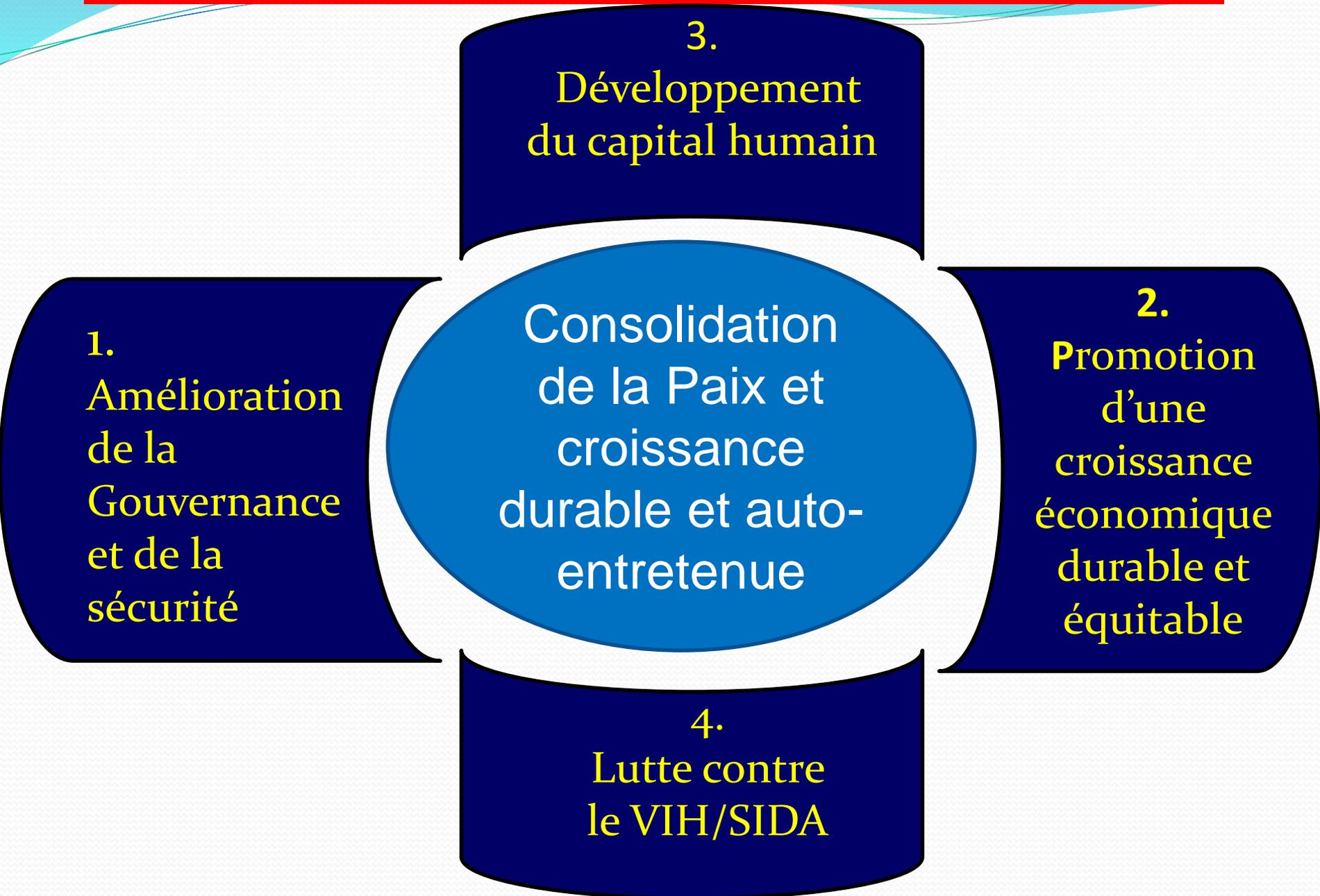
- **Burundi parmi les pays les plus pauvres en Afrique**
 - Population : +8 million (est. 2008)
 - Spécifications agricoles :
 - 40 à 56% du PIB
 - 86 % aux recettes d'exportation
 - 95% de l'offre alimentaire
 - **Agriculture de subsistance =**
 - pierre angulaire de l'économie nationale et familiale & moteur de croissance des autres secteurs de la vie nationale.
 - 90% de la population
- **Crise socio-économique: depuis 1993**



Caractéristiques économiques - 3

- **Secteur industriel sous développé et importe ainsi des produits manufacturés**
 - (produits pétroliers, des machines, du matériel de transport, des produits chimiques et des produits alimentaires).
 - produits de base avec très peu de traitements ou de transformations sur place.
- **Principales exportations du pays (90% des recettes totales)**
 - café,
 - thé
 - peaux

Principaux axes du CSLP



3.

Développement
du capital humain

2.

Promotion
d'une
croissance
économique
durable et
équitable

1.
Amélioration
de la
Gouvernance
et de la
sécurité

Consolidation
de la Paix et
croissance
durable et auto-
entretenu

4.

Lutte contre
le VIH/SIDA

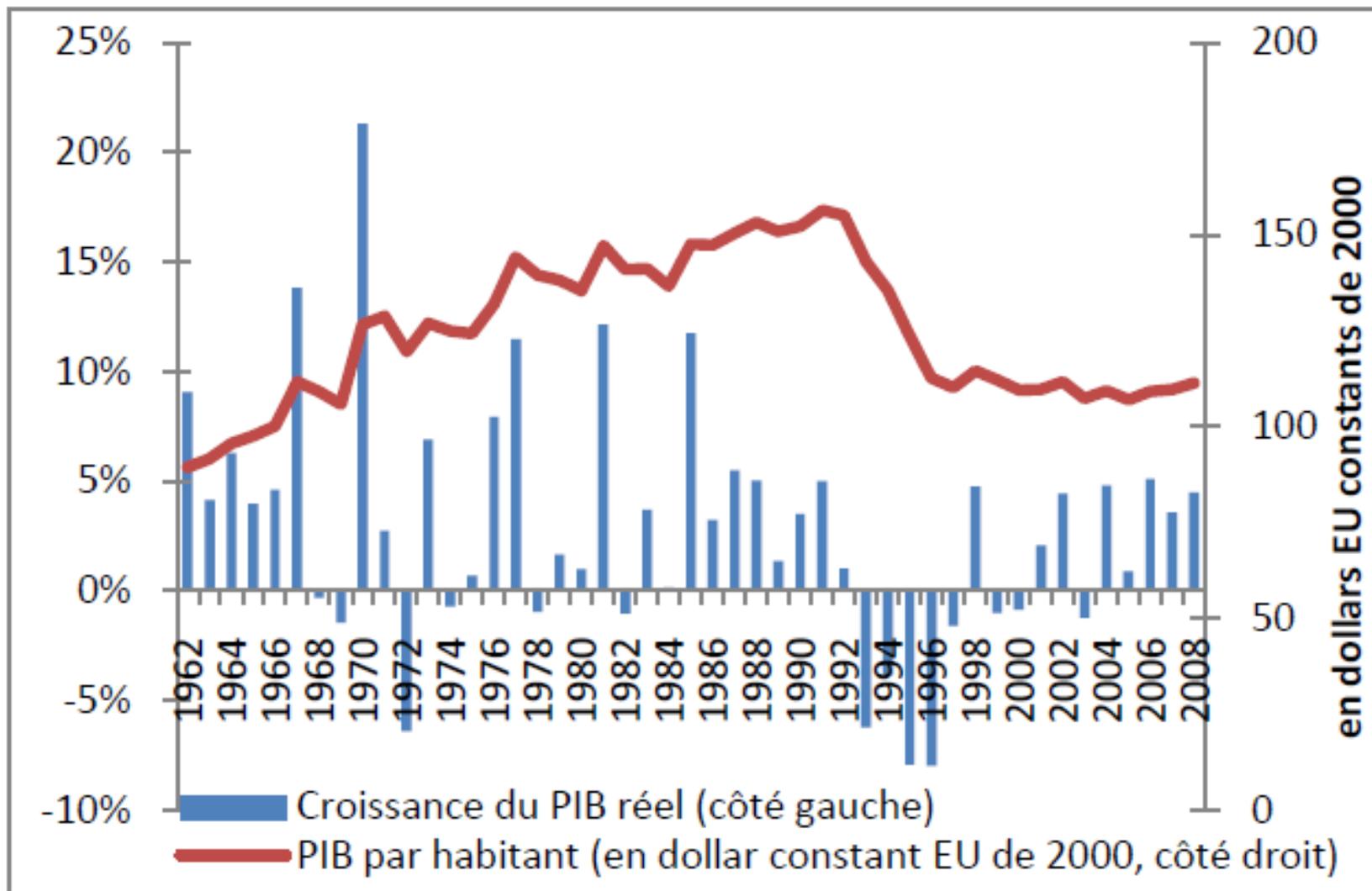
Evolution des macro-structures

- La production agricole totale a enregistré une décroissance (2008)
- une stagnation en 2009 pendant que la moyenne de la période 2000-2009 est de 1,1⁰%.
 - Ces taux sont de loin inférieurs aux moyennes des PMA situées à 3,5⁰% pour la période 2000-2009 et à 4,5 et 1,5⁰% pour les années 2008 et 2009 respectivement.
- des taux de croissance négatifs (-4,3 et -3,4⁰% respectivement en 2008 et 2009)
- un taux moyen négatif de l'ordre de -1,7⁰% pour la période 2000-2009
 - (PMA= 1,1⁰% pour la période 2000-2009 et 2,1 et -0,8⁰% respectivement en 2008 et 2009).

Evolution des macro-structures - 2

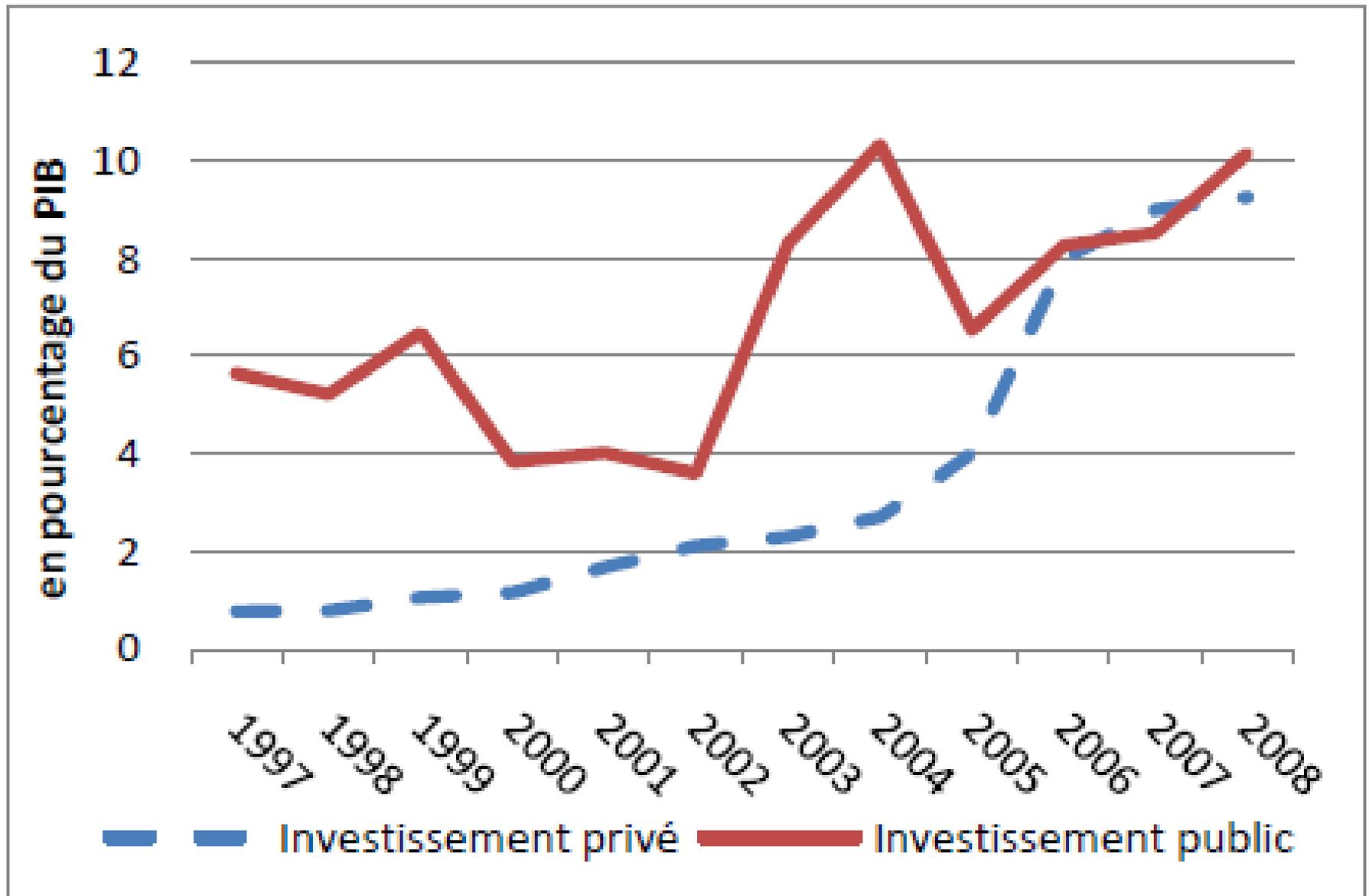
- Inflation des prix en régression, passant de 31% en 1997 à 10,6% en 2009,
- elle reste particulièrement élevée pour l'année 2008 car elle se situe à 24%, justifiant ainsi la baisse du taux d'intérêt réel pour cette année.
- Mises à part quelques activités de recherche, la technologie de production est peu intensive en capitaux.

Croissance du PIB réel et PIB par habitant, 1962-2008

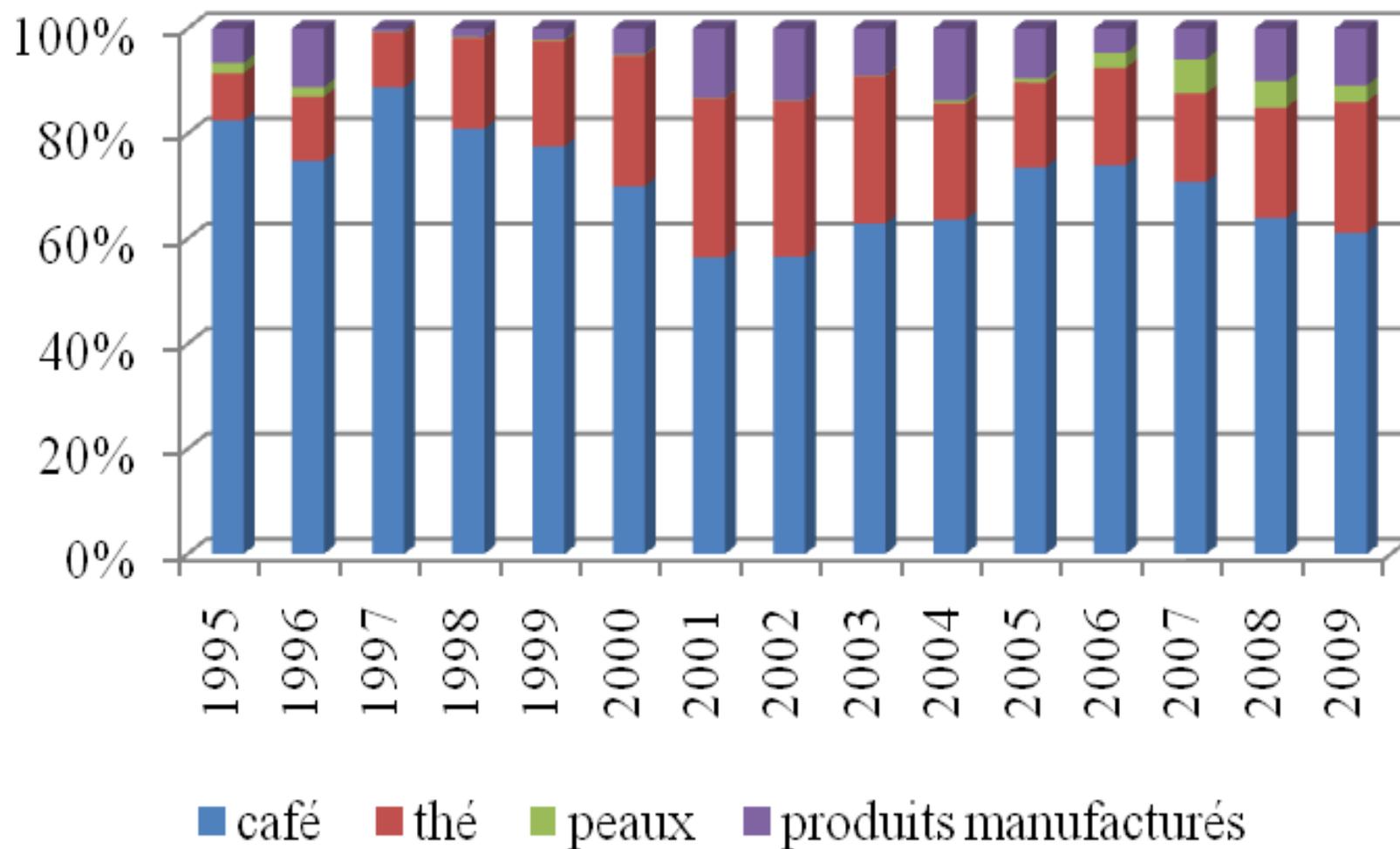


Source : Indicateurs du développement dans le monde.

Investissement privé vs Investissement public



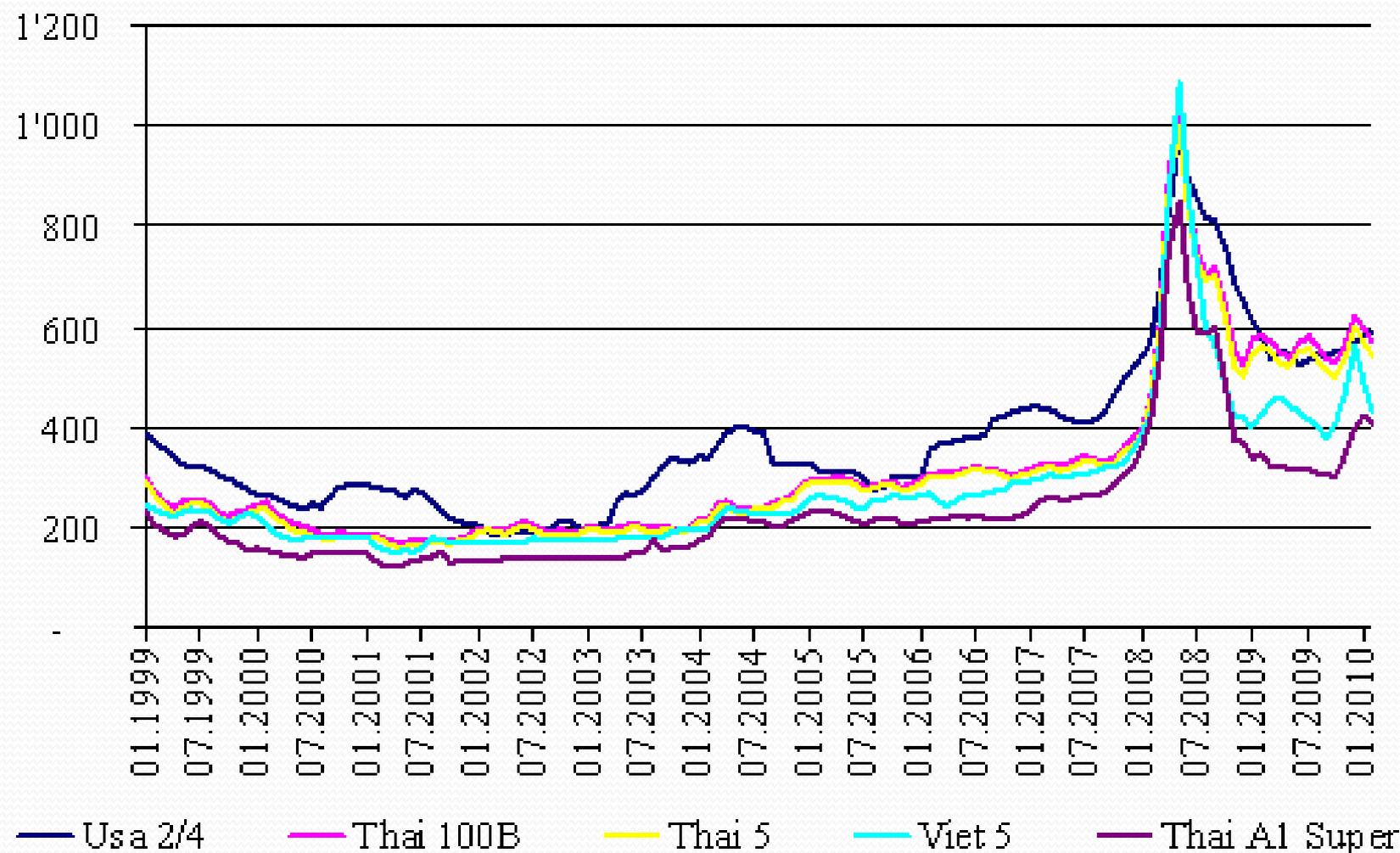
Structure des principales exportations du Burundi de 1995 à 2009





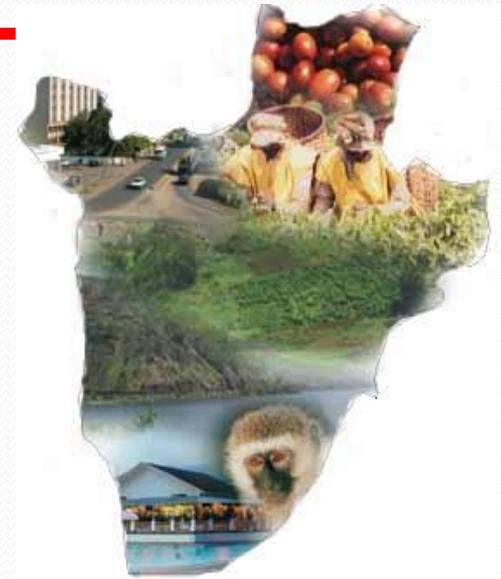
**POSSIBILITÉS DE DIVERSIFICATION DES
EXPORTATIONS ET
AUTRES STRATÉGIES SUSCEPTIBLES
D'AUGMENTER LA RÉSILIENCE AUX
CHOCS**

Prix à l'exportation (FOB) du riz en dollars EU la tonne jusqu'en janvier 2010



D'autres marchés de niche

- Filières horticoles
 - fruits, légumes,
 - fleurs coupées et
 - plantes ornementales)
- Aquaculture
- Filière des huiles essentielles
- Filière Macadamia
- Filière du Tamarin
(*Tamarindus indica* L.)
- Produits miniers et pétroliers



Conclusions

- Les causes des crises financières et économiques sont souvent mal connues à cause de la complexité d'autres phénomènes en présence,
- Par conséquent, certaines solutions proposées ne s'attaquent pas directement aux chocs eux-mêmes mais plutôt à leurs manifestations
- Afin de casser la dépendance de l'économie à quelques produits de base, des stratégies de diversification des exportations pourraient être envisagées

Atouts

- L'adhésion du Burundi à différentes organisations régionales et internationales ;
- La volonté manifeste du Gouvernement de faire de la science, la technologie et la recherche un outil de développement durable ;
- La connaissance des réalités du terrain et de l'état des besoins ;

Atouts – (2)

- L'élaboration en cours du C.S.L.P.-II et du PNIA et l'existence des politiques sectorielles des différents ministères.
- L'existence de quelques institutions scientifiques et de formation (quelques centres de recherche et Universités) ;
- Le nombre de chercheurs ayant acquis des connaissances poussées dans leurs domaines d'expertise.

Recommandations

- **Au niveau local**
- Stimuler la demande intérieure par la mise en place des programmes de relance budgétaire centrés sur des entreprises locales et la création d'emploi.
- injecter des fonds publics dans les secteurs bancaires et financiers afin de prévenir le risque systémique que la faillite de grands établissements financiers faisait planer sur leur économie et de permettre aux banques de jouer de nouveau leur rôle,
- saisir et exploiter les opportunités qui existent dans les outils proposés au niveau international :

Recommandations -2

- **Au niveau local (suite)**
- initier la constitution des réserves ou banques alimentaires d'urgence pouvant secourir les couches de populations les plus démunies.
- octroyer, par un partenariat avec des organismes de crédit à l'exportation, des programmes de garanties renforcées, de prêts à court terme en fonds de roulement et de garanties de crédit en vue de relancer les exportations.
- poursuivre la politique de stabilisation des recettes d'exportation
- accorder la priorité aux investissements agricoles par une allocation conséquente du budget de l'Etat.

Recommandations -3

- **Au niveau régional**
- les pays membres des Communautés locales (COMESA, EAC, etc.) pourraient financer, grâce aux avantages du libre échange qu'ils ont adopté, une caisse d'amortissement des fluctuations de prix pour des produits jugés stratégiques.
- les banques et les institutions financières régionales comme la BAfD devraient accorder la priorité à des programmes de facilitation du financement du commerce.

Recommandations -4

- **Au niveau international**
- Octroyer des financements concessionnels soutenus et croissants, y compris au titre de l'aide pour le commerce, afin de raviver les perspectives de croissance économique.

Merci pour votre attention

